

## ACTUALITÉ LOCALE

# L'orientation budgétaire 2026 en débat au conseil métropolitain

## TOULON

La majorité a défendu au cours de la séance publique du lundi 17 novembre ses arbitrages prudents dans une période politique et économique incertaine, entre investissements, niveau d'imposition et recours à l'emprunt. Son opposition de gauche en pointe les limites.

C'est la quadrature du cercle. Jamais un rapport d'orientation budgétaire n'a été présenté dans un tel climat d'incertitude, sans savoir très clairement à quelle sauce les collectivités seront mangées», commence le président de Toulon Provence Méditerranée Jean-Pierre Giran (LR). Mais de rassurer aussitôt en posant que, malgré cela, les priorités seraient maintenues. Avec, pour commencer, la stabilité fiscale à laquelle la majorité se dit très attachée, étant bien entendu qu'il serait « vraiment inopportun d'augmenter les impôts dans la période à venir ». Mais également l'intention de maintenir un niveau d'investissement ambitieux de l'ordre de 220 millions d'euros, notamment, a-t-il été rappelé, dans les domaines structurants tels que la mobilité, l'aménagement urbain, la transition écologique et la modernisation des équipements publics.

« Les autorisations de programme témoignent de la volonté de préparer l'avenir tout en respectant les équilibres financiers », insiste Jean-Pierre Giran. Un cap inchangé qui, dans un contexte de diminution des ressources, va se traduire par une réduction de l'épargne brute assortie d'une augmentation de l'endettement.



Le conseiller métropolitain Philippe Leroy (Toulon en Commun) prépare une nouvelle charge tout en s'occupant de filmer la séance. PHOTO TT.

Le vice-président Ange Musso a insisté lui aussi sur la « visibilité réduite » dans laquelle ont été réalisées ces projections. « Ce qui est fort probable, ajoute-t-il, c'est qu'on demandera un effort complémentaire aux collectivités locales. Il a été de plus de 2 milliards en 2025, et ça pourrait se rapprocher de 5 ou 5,5 milliards en 2026. »

Ce qui va concrètement se traduire par des prélèvements sur les recettes de la Métropole ou une baisse des concours de l'État.

## Asphyxie des collectivités

Plus que curieusement conciliant, Amaury Navarranne, pour le Rassemblement national, a déclaré : « Nous partageons le doute qui est le vôtre.

Nous savons que vous mettez beaucoup d'ardeur à essayer de maintenir l'équilibre, mais on voit que la trajectoire dévisse. » Et de poursuivre : « C'est avec une part de bienveillance que nous regarderons le budget qui nous sera présenté. » L'extrême droite laissant entendre que peut-être que, pour une fois, elle ne demanderait pas « l'acte symbolique de baisse des taux d'imposition ». Est-ce à dire qu'elle votera le budget ?

Le conseiller métropolitain Philippe Leroy (Toulon en Commun) a été, lui, beaucoup plus offensif en essayant de pousser la droite dans ses retranchements. Et de lancer : « Comme vous l'écrivez, c'est un PLF [Projet de loi de finances, Ndlr.] ravageur pour les collectivités. Et la métropole TPM se

retrouve, elle aussi, dans une situation de plus en plus dégradée. »

Et de pointer lui aussi la chute de l'épargne et l'augmentation de la dette, et il est beaucoup plus inquiet sur la trajectoire. Et d'interroger donc sur la responsabilité de la famille politique de la majorité : « Mais que font vos députés et sénateurs ? Pourquoi votent-ils pour la diminution des dotations aux collectivités locales ? Pourquoi cautionnent-ils l'idée que le rétablissement des comptes publics passe par l'asphyxie des collectivités locales ? Pourquoi refusent-ils de voter des recettes supplémentaires comme la taxe Zucman ? »

De réponses, bien entendu, il n'y en a pas eues.

Thierry Turpin

## EN BREF

## TSCP : retard à l'allumage

Lors de la délibération portant sur la mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un projet, Philippe Leroy (Toulon en Commun) a déclaré que cette dernière montre que des retards ont été pris ces dernières années. Et d'interroger, donc : « Que cela présage-t-il pour les années à venir ? Pourquoi de tels délais pour un parcours où la plupart des aménagements importants ont déjà été faits ? » Et à cela se rajoute des temps de travaux supérieurs à ceux d'autres métropoles construisant un tramway.

## Les limites de la tarification combinée bus-rails

Le conseiller métropolitain d'opposition Philippe Leroy (Toulon en Commun) a appelé à aller plus loin afin de permettre à tous les usagers de voyager avec un seul titre de transport dans toute la métropole sur les réseaux TER zou ! Et Mistral afin de rendre les transports en commun plus attractifs. Il intervient alors sur convention Région-TPM portant sur les abonnements mensuels et annuels permettant d'emprunter le TERet les bus du réseau Mistral à des conditions tarifaires avantageuses. Et de conclure : « Il faut aller plus loin, c'est fondamental pour développer l'usage des transports en commun, donc de faire du report modal. »

## Aide au permis

Le dispositif Aide au Permis TPM pour l'année 2026 a été reconduit et son règlement intérieur adopté. La Métropole a mis en place depuis 2010 un dispositif d'aide au cofinancement du permis de conduire destiné à un public en insertion professionnelle. Cette action s'inscrit dans une démarche d'intégration professionnelle du public visé pour lequel l'absence de permis de conduire constitue un réel frein à l'accès ou au maintien dans l'emploi ou un frein à une formation. Elle intègre également, après l'obtention du permis, la remise d'un kit mobilité regroupant l'ensemble des éléments nécessaires tels que gilet, triangle, disque bleu...

## Vous avez dit développement durable ?

Le conseiller métropolitain d'opposition Philippe Leroy (Toulon en Commun) a appelé à des actes concrets.

Le premier volet de ce conseil métropolitain a porté sur la présentation du rapport Développement durable 2025. « C'est en fait le bilan des actions entreprises par notre collectivité », a précisé le vice-président Gilles Vincent, en rappelant la finalité qui est la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité et la cohésion sociale, ainsi que la solidarité entre les territoires et les générations.

L'occasion pour l'élus d'opposition de

Toulon en Commun (TEC) Philippe Leroy de prendre la parole pour faire remarquer que le document a été retoqué par manque d'indicateurs et d'objectifs par la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe). Celle-ci déclare, précise-t-il : « Le manque d'opérationnalité des actions ou des objectifs décrits par le plan climat air énergie territorial (PCAET) ne lui permet pas de remplir son rôle de planification par la définition d'orientations et de mesures concrètes à destination des communes de son périmètre. »

## « Pas avec vous ! »

Et de poursuivre : « Nous avons besoin de mesures concrètes pour lutter contre le réchauffement climatique, améliorer la qua-

lité de l'air, permettre des mobilités autres que celles de la voiture. Mais ce n'est visible pas avec vous que nous y arriverons. »

Le conseiller métropolitain a pointé qu'à Toulon, en 2024, on est toujours à 67 voyages en transport en commun par an et par habitant, soit le même chiffre qu'en 2015. Contre 400 à Montpellier et 200 à Strasbourg et Bordeaux. L'occasion donc aussi d'étriller une fois de plus le projet du Bus à haut niveau de service (BHNS) qui risque fort de ne pas trop d'améliorer les choses, vu qu'il va se retrouver, faute de site propre, sur la totalité du parcours, fortement ralenti par la circulation automobile. Pas vraiment un atout pour son attractivité.

TT.